



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

*Edition spéciale n° 07 du 11 février 2010*

*DELEGATIONS DE SIGNATURE*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
[www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 12 février 2010

SOMMAIRE
----------

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES .....	198
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	198
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS .....	198
Bureau de l'interministérialité .....	198
Arrêté N°10.BI.10 du 10 février 2010 accordant délégation de signature à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY .....	198
Arrêté N°10.BI.11 du 10 février 2010 accordant délégation de signature à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale .....	201
Arrêté N°10.BI.12 du 10 février 2010 accordant délégation de signature aux agents de la plate-forme départementale CHORUS .....	203
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE .....	203
Arrêté de subdélégation de signature de l'ordonnateur secondaire du 28 janvier 2010 .....	203

---

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES  
**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS**  
*Bureau de l'interministérialité*

**Arrêté N°10.BI.10 du 10 février 2010 accordant délégation de signature à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;  
VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;  
VU l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;  
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret du président de la République en date du 12 janvier 2010 nommant M. Hubert ESPIASSE sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;  
VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le décret du président de la République en date du 6 mai 2009 nommant M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY ;  
VU le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

Article 1 : Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est accordée à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

**I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GÉNÉRALE**

- 1) Octroi du concours de la force publique :
  - pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière
  - autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale
- 2) Réquisition de logements
- 3) Police des débits de boissons :
  - délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)
  - fermeture temporaire des cafés, débits de boissons et restaurants, article L 3332-15 du code de la santé publique, en cas d'infraction à la législation sur les débits de boissons et délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)
- 4) Police des armes :
  - visa des autorisations de port d'arme (décret du 6 mai 1995 modifié)
  - délivrance des permis de chasser
  - visa des permis de chasser des étrangers ne résidant pas en France
- 5) Manifestations sportives sur la voie publique :
  - arrêts autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963)
  - réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route)
  - récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap
- 6) Police funéraire :
  - création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur
  - autorisation de transport de corps en territoire étranger
- 7) Professions et activités réglementées :
  - agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers
  - autorisation des ventes en liquidation et ventes au déballage (code de commerce, articles L310-1 à L. 310-7)
  - délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret N° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970)
  - carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe

**II - ÉTAT CIVIL ET ASSOCIATIONS**

- 1) Cartes nationales d'identité (autorisation de sortie de territoire pour les mineurs, laissez-passer)
- 2) Passeports
- 3) Associations (délivrance des récépissés de déclaration)

**III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE**

- 1) Constitution et fonctionnement d'une commission de retrait des permis de conduire pour l'arrondissement de BRIEY
- 2) Suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route

**IV - ÉLECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES**

- 1) Affaires électorales
  - créations ou suppressions de bureaux de vote
  - constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral)
  - fixation des dates limites :
    - \* du versement du cautionnement prévu par l'article L.244 du code électoral
    - \* du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande

\* de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale

\* de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche

2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints

3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de BRIEY

4) Limites territoriales :

- prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales

- prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune

5) Intercommunalité :

- création et dissolution des Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement

- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI

- autres modifications statutaires desdits EPCI

- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement

- création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements

- acceptation des démissions de vice-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement

6) Désaffectation des logements de fonction des instituteurs

7) Divers

délivrance des récépissés de déclaration des manifestations pyrotechniques utilisant des artifices du type K4, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°90-897 du 1<sup>er</sup> octobre 1990

#### V - CONTROLE ADMINISTRATIF

1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales

2) Cotation et paraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux (article R.2121-9 du code général des collectivités territoriales)

3) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :

- signature des recours gracieux et lettres d'observation

- information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif

4) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :

- saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;

- saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.

5) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes

6) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par l'ordonnance 2004-632 du 1<sup>er</sup> juillet 2004

#### VI - AFFAIRES FONCIÈRES ET URBANISME

1) Enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et enquêtes parcellaires : désignation du commissaire enquêteur sur la liste arrêtée par le président du Tribunal administratif

2) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques

3) Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.

#### VII - ENVIRONNEMENT

Police des forêts

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et L.141-1 et R.141-3 à L.141-8 du code forestier)

- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes

- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier)

- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12)

- présidence des ventes de bois à la demande de l'office national des forêts (article R.134-8 du code forestier concernant la composition du bureau d'adjudication pour les ventes des coupes de bois ou des produits de coupes dans les bois et forêts soumis au régime forestier)

- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application du code rural)

#### VIII - SUBVENTIONS D'ETAT ET FONDS EUROPÉENS

1) Accusés réception aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subvention au titre :

- des fonds structurels européens

- des subventions d'Etat : Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNADT), Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce (FISAC), Dotation Globale d'Équipement des communes (DGE), Dotation de Développement Rural (DDR)

- de subventions de la convention après-mines du contrat de plan État - Région

2) Arrêtés attributifs de subventions pour la Dotation Globale d'Équipement (DGE) des communes.

#### IX - ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis

2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement

3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (article R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation)

4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux

5) Convention pédagogique signée entre le stagiaire, l'entreprise et le centre de formation dans le cadre des stages de réinsertion en alternance

6) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées.

#### X - SOCIAL

Présidence et fonctionnement des commissions de surendettement.

Article 2 : Délégation est accordée à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de BRIEY pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de BRIEY pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, cette présidence est assurée par M. Jean-Marie Citerlé, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de BRIEY et en cas d'absence ou d'empêchement simultané

de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Mme Annie Lavaux, attachée, chef du bureau des libertés publiques et des affaires locales.

Article 3 : Pour tout ce qui concerne les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration territoriale, dont la sous-préfecture de BRIEY, délégation de signature est donnée à M. Jacky HAUTIER, en sa qualité de prescripteur aux fins de signer :

- la décision de dépenses et recettes, soit en validant des expressions de besoins, soit en signant les subventions, décisions individuelles et marché
- la constatation du service fait
- le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements.

Article 4 : Délégation de signature est accordée à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, pour les matières énumérées ci-après pour l'ensemble du département :

1) Délivrance des primata et duplicata :

- de permis de conduire aux candidats admis définitivement aux examens et aux titulaires de brevets militaires
- de permis étrangers dont la conversion est possible
- de permis internationaux

2) Délivrance des récépissés de remise des permis de conduire invalidés pour solde de points nul

3) Délivrance des certificats d'immatriculation des véhicules automobiles et attestations de non-gage.

Article 5 : Délégation de signature est accordée à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, à l'effet de signer tous les documents et pièces relatifs aux dossiers de demande de naturalisation française.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, cette délégation de signature est accordée à M. Jean-Marie CITERLÉ, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de BRIEY et en cas d'absence simultanée de ceux-ci, cette délégation est exercée par Mme Annie LAVAUX, attachée, chef du bureau des libertés publiques et des affaires locales.

Mlle Marie-Josèphe DIDIER, secrétaire administratif de classe normale, et Mlle Solange USSELMANN, adjoint administratif principal de 1ère classe, sont habilités à signer les documents et pièces suivants constitutifs des dossiers de demande de naturalisation par décret ou par mariage, à savoir :

- déclaration de nationalité française
- attestation sur l'honneur de la communauté de vie
- récépissé marquant le caractère complet du dossier
- procès-verbaux d'assimilation.

Dans le cadre de l'instruction des dossiers concernant le renouvellement des titres de séjour d'étrangers conjoints de français et les demandes de carte de résident de 10 ans, Mlle Jasmine ROUGUI est habilitée à signer la déclaration sur l'honneur attestant de l'existence de la communauté de vie, ainsi que le questionnaire d'intégration républicaine.

Article 6 : Délégation de signature est accordée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique)
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001)
- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ;
- les arrêtés fixant le pays de renvoi ;
- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;
- les décisions portant :
  - \* refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour
  - \* retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

Article 7 : Délégation de signature est accordée M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, pour les arrêtés de composition du conseil d'administration de l'Office Public HLM.

Article 8 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- 2) aux ministres,
- 3) aux parlementaires,
- 4) au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- 5) au président du Conseil Général.

Article 9 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, délégation de signature est accordée à M. Jean-Marie Citerlé, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de BRIEY, pour toutes les matières énumérées à l'article 1er, paragraphe I alinéas 3, 4, 5, 6 et 7 ; paragraphes II, III, paragraphe IV alinéa 6, paragraphe V alinéas 2, 5 et 6, paragraphes VI, VII, VIII, IX et X, à l'exception de la présidence des commissions de surendettement.

Délégation de signature permanente est également accordée à M. Jean-Marie Citerlé pour signer :

- les ampliations des arrêtés,
- tous documents relatifs aux matières énumérées aux articles 3 et 4.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Marie Citerlé, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de BRIEY, délégation de signature est accordée à Mme Annie Lavaux, attachée, chef du bureau des libertés publiques et des affaires locales, à l'effet de signer les matières déléguées à M. Jean-Marie Citerlé.

Article 10: En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY sont exercées par M. François MALHANCHE, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ; en cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. HAUTIER et de M. MALHANCHE, la suppléance de M. Jacky HAUTIER est assurée par M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL.

Article 11 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.81 du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, est abrogé.

Article 12 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et à la sous-préfecture de l'arrondissement de BRIEY et sera publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 février 2010

Le Préfet,  
Dominique BELLION

**Arrêté N°10.BI.11 du 10 février 2010 accordant délégation de signature à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU le code de la santé publique ;  
VU le code de la famille et de l'aide sociale ;  
VU le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;  
VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et l'État ;  
VU la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 susvisée ;  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;  
VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;  
VU le décret n° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration, modifié par le décret n° 97-463 du 9 mai 1997 ;  
VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;  
VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;  
VU le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION, préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté du Premier Ministre du 1<sup>er</sup> juillet 2010 portant nomination dans les directions départementales interministérielles et nommant M. Daniel BOUFFIER dans les fonctions de directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;  
VU la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;  
VU l'arrêté préfectoral DDCS/SG du 31 décembre 2009 portant organisation de la direction départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : Délégation de signature est donnée à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale, à l'effet de signer, les courriers, arrêtés, décisions, contrats et conventions suivants :

I. Gestion des personnels titulaires, stagiaires et contractuels de catégories A, B et C

- Disponibilité accordée en vertu des dispositions des articles 43 et 47 du décret n° 85-986 du 16 septembre 1985

- Octroi des congés suivants :

- congés annuels
- congés de maladie
- congés de longue durée, à l'exception de ceux qui nécessitent l'avis du comité médical supérieur,
- congés de longue maladie, à l'exception de ceux qui nécessitent l'avis du comité médical supérieur
- congés pour maternité, paternité ou adoption
- congés parentaux
- congés de formation professionnelle
- congés exceptionnels
- congés pour participer aux activités des associations de jeunesse et d'éducation populaire, des fédérations et des associations sportives et de plein air légalement constituées, destinées à favoriser la préparation, la formation ou le perfectionnement des cadres et animateurs
- congés sans traitement prévus aux articles 18,19 et 20 du décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'Etat et de ses établissements publics

- Octroi d'autorisations :

- autorisations spéciales d'absence pour la participation aux travaux des assemblées électives et des organismes professionnels, pour événements de famille et en cas de cohabitation avec une personne atteinte de maladie contagieuse
- octroi et renouvellement d'autorisations de travail à temps partiel
- octroi d'autorisations de travail à mi-temps pour raison thérapeutique, sauf dans les cas nécessitant l'avis du comité médical supérieur

- Détachement, lorsqu'il est de droit et qu'il ne nécessite pas un arrêté interministériel

- Mise en congé pour l'accomplissement d'une période d'instruction militaire

- Imputabilité des accidents de travail au service

- Etablissement des cartes d'identité des fonctionnaires

- Cessation progressive d'activité.

II. Fonctionnement de la DDCS

- Arrêté fixant la composition nominative du Comité Technique Paritaire de la DDCS

- Décisions relatives à l'utilisation des crédits de fonctionnement de la DDCS

- Tous actes se rapportant au fonctionnement quotidien de la DDCS.

III. Comité Médical et Commissions de réforme

- Etablissement de la liste des médecins agréés pour l'examen médical des fonctionnaires

- Fixation de la composition nominative du comité médical départemental

- Fixation de la composition nominative des commissions de réforme de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'État

- Présidence des commissions de réforme de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'État

- Tous courriers relatifs à l'instruction des dossiers, aux avis s'y rapportant et à l'organisation des réunions des commissions de réforme de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'État.

IV. Etablissements et services sociaux

- Documents de procédure budgétaire, arrêtés de tarification et approbation des budgets, de leurs annexes et des décisions modificatives des établissements et services sociaux, publics et privés

- Requêtes et mémoires concernant le contentieux de la tarification sanitaire et sociale

- Approbation des décisions suivantes des établissements et services sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat lorsque leur financement est assuré grâce à une participation directe ou indirecte de l'Etat :

- les emprunts dont la durée est supérieure à un an
- les programmes d'investissement et leur plan de financement
- la variation du tableau des effectifs de personnel
- les prévisions annuelles de dépenses et de recettes d'exploitation et leurs révisions, imputables, au sein de l'établissement ou du service, à chacune des prestations prises en charge par l'État
- l'acceptation des dons et legs

- Vérification et accusé de réception des dossiers de demande de création, de transformation et d'extension des établissements et services sociaux présentés par des personnes physiques ou par des personnes morales de droit public et privé

- Conventions et fonctionnement des établissements et services à caractère social financés par l'État

- Élaboration des conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens
  - Instruction des demandes de création de groupement de coopération sociale et médico-sociale.
  - V. Accueil, hébergement et insertion
    - Conventions relatives au financement du dispositif de veille sociale et d'hébergement d'urgence
    - Conventions relatives au financement du fonctionnement des maisons relais et des résidences accueil
    - Décisions relatives aux mesures d'aide sociale en matière d'hébergement et de réinsertion sociale
    - Conventions relatives à l'allocation de logement temporaire.
  - VI. Accès et maintien dans le logement
    - Mise en œuvre des décisions prises par la commission de médiation en matière de droit au logement opposable
    - Notifications des décisions du comité restreint du fonds départemental d'aide aux accédants à la propriété en difficulté
    - Signature de tous les actes et décisions afférant à la présidence de la Commission Départementale des Aides Publiques au Logement (CDAPL) :
      - Procès-verbal des délibérations
      - Notification des décisions de maintien et de suspension d'APL (secteurs locatifs et accessions)
      - Notification des décisions prises par la CDAPL en matière de contestation, de remises de dettes et de levées de prescription
      - Documents relatifs au secrétariat de la commission de conciliation des rapports locatifs
    - Pour l'arrondissement chef lieu : suivi et coordination de toutes les étapes de la procédure d'expulsion locative, concertation avec les bailleurs, instruction des demandes de concours de la force publique
    - Indemnisation des bailleurs pour défaut d'octroi du concours de la force publique en matière d'expulsions locatives.
  - VII. Accueil et intégration des étrangers
    - Conventions relatives au financement de l'hébergement d'urgence des demandeurs d'asile et des personnes issues de la demande d'asile
    - Conventions pluriannuelles d'objectifs Etat / CADA
    - Suivi des politiques publiques d'accueil et d'intégration.
  - VIII. Protection des personnes vulnérables et accès aux droits
    - Secrétariat des conseils de famille
    - Exercice de la tutelle des pupilles de l'Etat
    - Autorisations d'emploi et agrément dans le cadre de la protection des enfants du spectacle
    - Suivi du financement et contrôle de la qualité des prestations des opérateurs en matière de protection juridique des majeurs
    - Décisions relatives aux demandes d'aide sociale des personnes sans résidence stable et dépourvues de domicile de secours
    - Décisions d'attribution et de suspension de l'allocation différentielle aux personnes handicapées
    - Secrétariat de la Commission Départementale de l'Aide Sociale :
      - Fixation de l'ordre du jour
      - Convocations
      - Notifications des décisions
    - Notifications des jugements de la Commission Centrale d'Aide Sociale.
  - IX. Politique de la ville
    - Animation et coordination de la politique de la ville sur l'ensemble du département de Meurthe-et-Moselle
    - Suivi du Contrat Urbain de Cohésion Sociale de l'agglomération de Nancy.
  - X. Egalité des chances et territoires fragiles
    - Suivi de la mise en œuvre du plan de cohésion sociale et des mesures visant à promouvoir l'égalité des chances, la citoyenneté et l'intégration
    - Suivi administratif de la commission départementale pour la promotion de l'égalité des chances et la citoyenneté
    - Arrêtés d'octroi de bourses scolaires aux enfants rapatriés
    - Arrêtés d'octroi de l'aide spécifique aux conjoints survivants et de l'allocation de reconnaissance aux rapatriés
    - Animation du dispositif de soutien à la parentalité et de médiation sociale :
      - Gestion et évaluation du dispositif adultes relais
      - Gestion du REAAP
      - Médiation familiale et conseil familial.
  - XI. Politique de jeunesse et d'éducation populaire
    - Décisions d'agrément des associations de jeunesse et d'éducation populaire
    - Décisions d'opposition ou de non opposition à l'ouverture d'accueils collectifs de mineurs avec ou sans hébergement
    - Décisions concernant les dérogations relatives aux conditions de qualification du personnel d'encadrement des séjours en centres de vacances et en centres de loisirs sans hébergement
    - Décisions autorisant du personnel titulaire du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique, à surveiller un établissement de baignade d'accès payant, lorsque l'exploitant de l'établissement concerné a préalablement démontré qu'il n'a pu recruter du personnel portant le titre de M.N.S. (maître nageur sauveteur)
    - Mesures de suspension d'urgence prises à l'encontre des personnels d'encadrement des accueils collectifs de mineurs.
    - Mesures de fermeture provisoire ou définitive des accueils collectifs de mineurs.
  - XII. Politique sportive
    - Décisions d'agrément des associations sportives
    - Refus d'ouverture et décision de fermeture d'un établissement d'activité physique ou sportive en application de l'article 48 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984
    - Délivrance du récépissé de déclaration aux personnes désirant exercer l'une des fonctions énoncées au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 43 de la loi du 16 juillet 1984 précitée et délivrance de la carte professionnelle correspondante.
  - XIII. Droits des femmes et égalité
    - Toutes décisions et correspondances se rapportant à ce domaine de compétence.
  - XIV. Vie associative
    - Toutes décisions et correspondances se rapportant à ce domaine de compétence.
- Article 2 : M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs à l'exception de :
- Les requêtes et mémoires concernant le contentieux de la tarification sanitaire et sociale
  - Les conventions relatives au financement du dispositif de veille sociale et d'hébergement d'urgence
  - Les conventions relatives au financement du fonctionnement des maisons relais et des résidences accueil
  - Les décisions relatives aux mesures d'aide sociale en matière d'hébergement et de réinsertion sociale
  - Les décisions d'indemnisation des bailleurs pour défaut d'octroi du concours de la force publique en matière d'expulsion locative
  - Les conventions relatives au financement de l'hébergement d'urgence des demandeurs d'asile
  - L'exercice de la tutelle des pupilles de l'Etat
  - Les décisions d'agrément des associations de jeunesse et d'éducation populaire
  - Les décisions d'agrément des associations sportives
  - Les refus d'ouverture et les décisions de fermeture des établissements d'activités physique ou sportives.
  - Les mesures de fermeture provisoire ou définitive des accueils collectifs de mineurs.
- Article 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :
- 1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,

- 2) aux ministres,  
3) aux parlementaires,  
ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :  
4) au préfet de Région et au président du Conseil Régional,  
5) au président du Conseil Général,  
6) au président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy.

Article 4 : L'arrêté préfectoral du N° 10.BMSSE.02 du 20 janvier 2010 accordant délégation de signature à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale, est abrogé.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 février 2010

Le Préfet,  
Dominique BELLION

---

#### **Arrêté N°10.BI.12 du 10 février 2010 accordant délégation de signature aux agents de la plate-forme départementale CHORUS**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

VU le décret N° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le décret N° 70-1049 du 13 novembre 1970 relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses de l'État effectuée au plan local ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU les arrêtés interministériels des 21 et 30 décembre 1982 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2009 portant organisation des services de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU la décision d'affectation du préfet de Meurthe-et-Moselle nommant Mademoiselle Anne PIERRE, chef du bureau des finances de l'Etat à compter du 1er février 2010 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### **ARRETE**

Article 1 : Conformément aux habilitations qui leur ont été données, délégation de signature est octroyée à Mademoiselle Anne PIERRE, chef du bureau des finances de l'Etat (DCIM2), responsable de la plate-forme CHORUS, ainsi qu'à Mesdames Farida CHAÏB et Flore MARTIN, responsables des dépenses : aux fins de valider et signer les engagements juridiques et signer les bons de commande pour un montant inférieur à 1 500 € TTC (concernant les dépenses du programme 307 hors titre 2).

Article 2 : Délégation de signature est donnée à Mesdames Farida CHAÏB et Flore MARTIN, responsables des dépenses de la plate-forme CHORUS aux fins de valider les demandes de paiement et les titres de recette.

Article 3 : Délégation de signature est donnée à Mesdames Evelyn FEESER, Bernadette MERCIER et Corinne SMALCERZ, gestionnaires des dépenses de la plate-forme CHORUS, chargées de la saisie des engagements juridiques et des demandes de paiements ainsi que des titres de recette aux fins de certifier le service fait.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mademoiselle Anne PIERRE, chef du bureau des finances de l'Etat, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 février 2010

Le Préfet,  
Dominique BELLION

---

### **DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE**

#### **Arrêté de subdélégation de signature de l'ordonnateur secondaire du 28 janvier 2010**

Le directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle

VU la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés ;

VU le décret du président de la République du 3 juillet 2009 nommant Monsieur Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU les arrêtés interministériels des 21 et 30 décembre 1982 modifiés, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution des budgets des ministères de l'éducation nationale, des transports, de l'urbanisme et du logement, de l'environnement et de la jeunesse et des sports ;

VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère chargé des affaires sociales ;

VU les arrêtés interministériels des 23 mars 1994 et 7 janvier 2003, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de la jeunesse et de l'enseignement scolaire et le budget de l'enseignement supérieur ;

VU l'arrêté du Premier Ministre du 1<sup>er</sup> janvier 2010 portant nomination dans les directions départementales interministérielles et nommant M. Daniel BOUFFIER dans les fonctions de directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 10.OSD.03 du 22 janvier 2010 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale, et notamment son article 4 ;



**ARRETE**

Article 1 : Délégation est donnée à :

- M. REB Christophe, Attaché de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur
- Mme DEMPT Brigitte, Inspectrice Hors classe de l'action sanitaire et sociale,
- M. PUCELLE, Attaché principal de préfecture

- M. FERRE, Inspecteur de la jeunesse et des sports

à l'effet de signer tous documents relatifs, d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de l'Etat, et d'autre part, à la liquidation et à l'émission des titres de recettes de l'Etat imputées au titre des programmes suivants :

- Programme 106 – Action en faveurs des familles vulnérables
- Programme 109 – Aide à l'accès au logement
- Programme 124 – Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales
- Programme 135 – Développement et amélioration de l'offre de logement
- Programme 157 – Handicap et dépendance
- Programme 163 – Jeunesse et vie associative
- Programme 177 – Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables
- Programme 183 – Protection maladie
- Programme 210 – Conduite et pilotage des politiques du sport, de la jeunesse et de la vie associative
- Programme 216 – Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur
- Programme 217 – Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire
- Programme 303 – Immigration et asile

Article 2 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier payeur général, qui restent soumis à la signature de M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès de M. le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle et M. le Trésorier Payeur Général de Moselle, qui en recevront un exemplaire comportant les spécimens de signature.

Article 4 : M. le Directeur Départemental de la cohésion sociale, M. REB Christophe, Mme DEMPT Brigitte, M. PUCELLE Daniel, M. FERRE Olivier, M. le Trésorier Payeur Général de Moselle, M. le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 28 janvier 2010

Le directeur départemental de la cohésion sociale,  
Daniel BOUFFIER

